



PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES

Liberté
Égalité
Fraternité



Activité des inspecteurs de l'environnement dans le département de l'Isère : bilan 2022 et priorités 2023

1. Rappel : qu'est-ce qu'une ICPE ?

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains, est potentiellement une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).

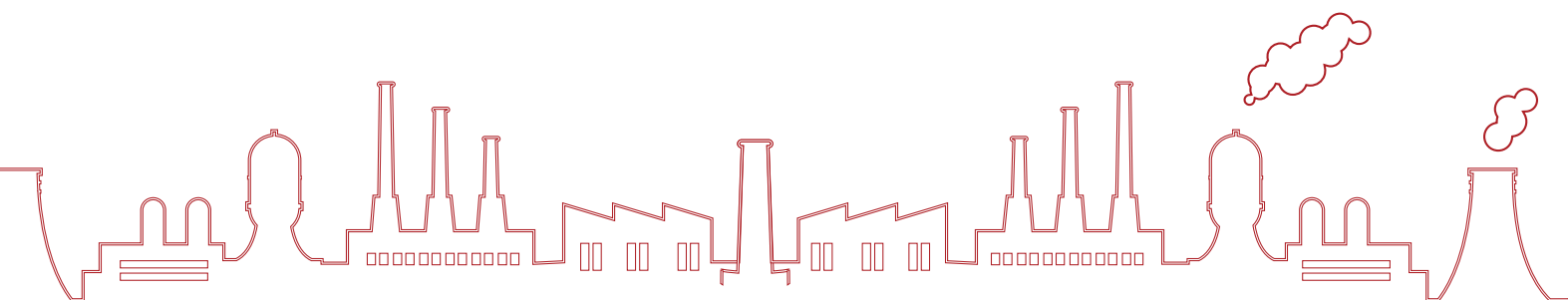
Les ICPE peuvent être très différentes, allant de certains élevages jusqu'au dépôt pétrolier, en passant par les usines, les entrepôts, les incinérateurs, les décharges, les éoliennes ou les carrières...

Les activités relevant de la législation des ICPE sont listées dans une nomenclature qui les soumet à un régime différent, en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients potentiels :

- **déclaration** : pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses, une simple déclaration en ligne par téléservice est nécessaire

- **enregistrement** : il s'agit d'une autorisation simplifiée visant des secteurs pour lesquels les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues et standardisées ;
- **autorisation** : pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants, l'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, en démontrant la maîtrise des risques environnementaux et humains liés à son installation. Le préfet autorise le fonctionnement en imposant les règles techniques à respecter. Il peut aussi ne pas autoriser le projet.

L'inspection des installations classées est chargée de l'instruction des procédures ICPE ainsi que du contrôle des installations tout au long de leur vie.



Les ICPE du département

- 53 sites Seveso (21 Seveso seuil bas, 32 Seveso seuil haut) ;
- 94 installations relevant de la directive IED ;
- 79 carrières ;
- 1 254 km de canalisations de transport dont 542 canalisations de gaz naturel.



Les chiffres clefs 2022 de l'inspection

Bilan des contrôles

- 412 inspections de sites industriels ;
- 48 contrôles inopinés de sites industriels ;
- 18 inspections d'appareils à pression ;
- 13 inspections de canalisations ;
- 35 mises en demeure ;
- 4 amendes ;
- 6 astreintes financières.



Bilan de l'instruction

- 7 décisions sur des dossiers soumis à autorisation ;
- 13 décisions sur des dossiers soumis à enregistrement.

La protection des riverains : plans de prévention des risques technologiques

12 PPRT en vigueur

- 81,1 M€ engagés par l'État pour le plan d'action dont 76 M€ déjà payés ;
- 444 logements diagnostiqués pour des travaux de renforcement du bâti (sur 3106) ;
- 7 logements acquis par expropriation (sur 11) ;
- 2 biens d'activités acquis par expropriation (sur 3) ;
- 0 biens d'activités acquis par procédure de délaissement (sur 6 dont 1 échoué) ;
- Co-Financement de travaux pour diminuer le nombre de biens impactés (33 M€ de part État).

3. Actions thématiques en 2022 et perspectives 2023

L'inspection planifie ses contrôles selon la typologie des établissements : par exemple, **des contrôles ont lieu tous les ans sur les sites Seveso Seuil Haut**, mais tous les sept ans (au maximum) pour des établissements soumis à enregistrement.

L'établissement des priorités 2023 s'est fait dans un contexte particulier, avec l'élaboration des **orientations stratégiques pluri-annuelles 2023-2027 de l'inspection des installations classées (OSPIIC)**.

Les précédentes OSPIIC avaient été marquées par des changements majeurs :

- **l'augmentation de la présence terrain**, notamment dans le cadre des actions «post Lubrizol», adossée à des renforts des effectifs de l'inspection des installations classées,
- **des outils numériques** nouveaux, et de nouvelles téléprocédures.

Les nouvelles OSPIIC s'inscrivent dans **une forme de continuité**, avec le maintien de l'effort sur la présence terrain. Néanmoins des inflexions sont à noter sur certaines thématiques (meilleure prise en compte des risques liés au changement climatique et au vieillissement du parc industriel, du développement des énergies renouvelables, et des enjeux liés aux nouvelles technologies et à la décarbonation de l'économie) et sur certains outils (pour favoriser la transparence et l'information des parties prenantes).

■ **Les actions thématiques en 2022**

Selon l'accidentologie et l'évolution de la réglementation, certaines inspections sont orientées thématiquement, selon des priorités définies annuellement. En 2022, les thèmes principalement contrôlés sont précisés ci-après.

► Les thèmes choisis au niveau national :

- Fin de l'action nationale 100m (contrôles effectués dans les sites situés dans la bande des 100m des établissements Seveso, afin de vérifier que des phénomènes dangereux issus de ceux-ci n'ont pas d'impact non anticipé sur les sites Seveso) ;
- Action de contrôle de dépôts de déchets de l'industrie extractive ;
- Action coordonnée avec l'inspection du travail sur la sous-traitance dans les installations Seveso ; Déchets : réception des déchets dans les Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux ;
- Maîtrise des risques d'incendie dans les installations de traitement de surface ;
- Surveillance des rejets des grandes installations de combustion ;
- Surveillance d'acteurs économiques soupçonnés de manipuler/commercialiser des substances sous forme nanoparticulaire sans avoir déclaré au préalable leur activité.

► Les thèmes régionaux

- Action « coup de poing » portant sur le contrôle de la défense incendie opérationnelle et des moyens de rétention sur les sites à autorisation ;
- Exercices POI inopinés en heures non ouvrées (POI : plan d'opérations interne. Il s'agit d'exercice de crise) ;
- Management de la sécurité lors des opérations de maintenance ;
- Inspection de l'alimentation en combustible gazeux dans les chaufferies et émissions atmosphériques des chaufferies (poursuite de l'action 2021) ;
- Sécurité foudre et des audits électriques ;
- Contrôle de la nature des déchets reçus en carrières et en Installations de Stockage de Déchets Inertes (caractère inerte, origine) ;
- Inspections chantiers sites et sols pollués : contrôle registre des terres excavées.

■ Perspectives et chantiers pour 2023

En complément de la stratégie pluriannuelle, le ministre de la Transition écologique a défini des thématiques d'actions nationales, notamment :

- **une action « sécheresse »** visant à limiter les consommations d'eau des industriels de manière structurelle et particulièrement en période de sécheresse ;
- **le contrôle des rejets atmosphériques** des installations soumises à autorisation ;
- **le stockage de matières combustibles** en entrepôts couverts ;
- **le stockage de liquides inflammables.**

Par ailleurs, **une vaste campagne de contrôle ciblée portant sur les produits chimiques a été menée en mars 2023**, à la demande de Fabienne BUCCIO, préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète du Rhône, par les inspecteurs de l'environnement de la DREAL et des DDPP. Dans ce cadre, les conditions de stockage et de mise en oeuvre des produits chimiques des établissements industriels en région ont été contrôlées. Visant à prévenir les risques accidentels et les risques de pollutions, cette campagne de contrôle portait sur la conformité des dispositifs de rétention, la rédaction de consignes de sécurité et d'intervention en cas d'écoulement accidentel, la conformité de l'étiquetage des produits chimiques dangereux entreposés et utilisés, la disponibilité et la prise en compte des informations présentes dans les fiches de données de sécurité.

Au total, 296 établissements industriels ont été inspectés sur l'ensemble de la région.

Des non-conformités ont été relevées sur 216 établissements. Elles étaient majoritairement mineures, mais pour 13 d'entre eux, les préfets de départements ont pris des arrêtés préfectoraux de mise en demeure de se conformer aux dispositions réglementaires dans des délais brefs.

Pour les deux tiers des établissements inspectés, les contrôles relatifs à l'entretien et l'étanchéité de l'ensemble du dispositif de rétention se sont révélés conformes. Les trois quarts des établissements inspectés respectent les exigences réglementaires d'étiquetage des produits chimiques et de gestion des incompatibilités.

Enfin, à plus petite échelle, **plusieurs actions thématiques seront également menées en complément de l'action habituelle de contrôle :**

- autosurveillance des rejets aqueux (continuation d'une action nationale de 2022) ;
- continuation de l'opération « POI Inopinées » (exercices de crise hors heures ouvrées) ;
- contrôle de la nature des déchets reçus en carrières et ISDI ;
- dispositifs de traitement des composés organiques volatils et des poussières (rejets atmosphériques) ;
- contrôles des équipements sous pression exploités dans les stations de ski ;
- plusieurs autres actions concernant les déchets, la directive IED, les sites et sols pollués.



Focus : étude de zone du Sud Grenoblois

Lancée fin 2012 sous l'égide de l'unité départementale de l'Isère de la DREAL, une étude de zone a été réalisée sur 18 communes du sud de l'agglomération grenobloise pour répondre aux objectifs du deuxième Plan national santé environnement. Elle vise à évaluer la compatibilité entre l'état des milieux (air, sols, végétaux) et les usages qui en sont faits, en tenant compte de l'impact cumulé des émissions de l'ensemble des activités (industrielles, agricoles, urbaines) afin de proposer les modalités de suivi et de gestion adaptées.

C'est une démarche complexe qui a fait l'objet d'une expertise de l'INERIS, et qui s'est terminée en 2022. L'unité départementale de l'Isère et plus particulièrement son SPPPY (Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions et des risques dans la région grenobloise) a animé la démarche et a organisé trois réunions publiques pour présenter les résultats de chaque phase de l'étude.

Toutes les informations sur cette étude sont disponibles sur le site du sppy (www.sppy.org).

Résultats de l'étude

Compte tenu de l'historique des activités humaines dans le sud grenoblois, les habitants pouvaient légitimement s'interroger sur l'impact sur leur santé des nombreuses activités (industrielles, tertiaires, transport) historiques et actuelles de la zone Sud grenoblois. L'étude permet de conclure à une compatibilité des usages avec les milieux (air, eau et une large majorité des sols) et qu'il n'est pas nécessaire d'engager des investigations complémentaires.

Cependant, sur certaines parcelles privées résidentielles à proximité des plateformes de Pont-de-Claix et Jarrie, l'étude fait ressortir la présence de dioxines dans les sols qui nécessite de prendre des recommandations d'usage.

Les dioxines sont des composés chimiques principalement issus de la combustion (de déchets, de bois) ; elles s'accumulent dans l'environnement et dans la chaîne alimentaire. La pollution aux dioxines peut venir d'activités anciennes ou d'une remobilisation de pollution contenue dans des poussières voire de pratiques actuelles incorrectes (brûlage de déchets en cheminée, brûlage de déchets verts...).

En parallèle de l'étude de zone, une étude de Santé publique France sur les cancers dans les communes du bassin industriel du sud grenoblois ne montre globalement pas d'excès du nombre de cancers ni de la mortalité par cancer dans les communes riveraines des plateformes industrielles de Pont-de-Claix et de Jarrie. Seul le nombre de mésothéliomes de la plèvre apparaît en excès, ces cancers étant liés à une exposition professionnelle ou paraprofessionnelle à l'amiante.

Recommandations

Les terrains où a été relevée la présence de dioxines sont dans une zone d'une trentaine d'hectares, en limite nord de la plateforme de Pont-de-Claix et en limite sud-est de celle de Jarrie. Cela concerne 500 à 700 personnes.

Sur ces parcelles, des recommandations aux particuliers sont formulées par l'Agence régionale de santé (ARS). Elles concernent l'hygiène individuelle, l'entretien du logement, le potager et l'alimentation, adaptées selon les teneurs observées afin de limiter l'ingestion indirecte de polluants par le sol ou par la production de produits destinés à la consommation humaine. Sur les parcelles les plus exposées, il est recommandé de ne pas consommer de produits végétaux ou animaux produits sur place.

Des recommandations sont également formulées pour surveiller et limiter les émissions de dioxines (gestion des poussières lors de chantier, surveillance des rejets industriels, couverture des terrains nus).